

La diversité des territoires pour une écologie sociale et relationnelle

Auteurs et autrices du texte (par ordre alphabétique) : Damien Deville, François Dubreuil, Thomas Dupont, Malika Errajafiallah, Charles Fournier, Sophie Handschutter, Philippe Karpe, Matthieu Ponchel et André Rebelo, Alexis Tiouka,

Faire vivre l'écologie, qu'elle soit politique ou citoyenne, c'est faire vivre la diversité. Alors que partout les mondes s'uniformisent, que partout les inégalités explosent, que partout les sociétés entraînées par la voracité malade de la société marchande se transforment peu à peu en destruction de **la multiplicité, de la richesse et du devenir** des formes de vie, alors que partout la poésie du vivant s'écroule, nous devons construire une force politique qui place **l'écologie sociale et la justice**, ainsi que la défense de la diversité territoriale, des démocraties locales et des solidarités au cœur de sa matrice.

A travers cette reconfiguration matricielle, nous proposons de renouveler l'écologie politique, et de construire une plateforme résolument inclusive, sensible à toutes les formes de dominations et d'inégalités et qui puise dans la singularité de chaque territoire les forces qui permettront de transformer notre civilisation.

Nous désirons une plateforme qui pense la diversité autant qu'elle la fait vivre dans ses pratiques. Elle doit ainsi promouvoir une écologie clairement anticapitaliste, altermondialiste, décoloniale et **réconciliatrice**, antispéciste, féministe, antivaldiste et antiraciste. L'écologie qui est la nôtre est une écologie résolument **juste**, inclusive, autonome et résiliente.

Une plateforme enfin, en mesure de rendre à l'écologie la beauté qui lui est sienne, de dévoiler la poésie simple et lumineuse de notre monde, de reconnaître à la vie sa vulnérabilité fondamentale et de lui donner un avenir harmonieux et respectueux. Une vulnérabilité qui devrait ramener les ambitions prométhéennes des sociétés occidentales à une humilité constructive et une admiration sereine de la terre et de l'incroyable diversité qu'elle abrite. C'est à l'intersection de ces différentes démarches qu'une nouvelle politique s'ouvre : celle de construire un monde qui puisse enfin abriter **harmonieusement** plusieurs mondes.

Penser la vulnérabilité : construire une écologie de l'émancipation

Malgré le divorce qu'ont amorcé les sociétés modernes et occidentales entre les humains et **les non-humains**, nature et culture ont toujours été et resteront toujours étroitement liées. De la compréhension des sociétés autant modernes que traditionnelles ressort un fort sentiment d'interdépendance aux autres, aux animaux et à la nature, dévoilant une pratique que nos structures sociales capitalistes, ne valorisant que les rapports de concurrence marchande, ont invisibilisée : la pratique du soin. A travers cette découverte, le mythe de l'autonomie et du « génie » humain laisse tout d'un coup place à un fondement oublié : les humains comme les non-humains sont fragiles et vulnérables, ils ne survivent et ne s'émancipent que par la rencontre et la coopération. Des bactéries nous aidant à digérer et à respirer, à la nourriture que les écosystèmes nous donnent, l'ensemble du vivant prospère dans un immense espace **de solidarités** et de coopération duquel nous ne devrions être qu'un rouage, conscient de la possibilité de son existence grâce à l'extraordinaire mécanique des écosystèmes terrestres. A cet égard, l'un des égarements tragiques de nos systèmes

économiques a été de croire que la concurrence pouvait être au cœur de nos sociétés alors que la vie ne doit son développement qu'aux solidarités et à la coopération des êtres. La prise de conscience de ce prodige devrait complètement révolutionner nos rapports au monde en revenant à ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être – sans les réinterpréter en les manipulant, mais éventuellement en les enrichissant - : alors que la pensée dominante poursuit le fantasme d'un être humain autonome et indestructible, la prise en compte des relations qui nous entourent le ramène à une fragilité élémentaire. Sans relations, nous ne sommes rien. **Seul-e-s nous ne sommes rien. C'est dans cette incapacité à percevoir l'équilibre des interdépendances que se niche notre propension à la destruction et à la domination.**

Cet aveuglement s'incarne dans nos sociétés à travers les mythes de l'autonomie, du « self made man » et à travers la valorisation de modes d'interaction uniquement marchands. Pourtant aucun de ces mythes n'est possible sans le travail invisible du soin sur lequel nos sociétés reposent entièrement. Les femmes de ménage, les éboueurs, les auxiliaires de vie, les mères ou les femmes à qui l'on confie l'ensemble des tâches ménagères sont sans cesse dévalorisées alors que sans ce travail la société entière s'écroulerait, les villes deviendraient invivables, les fragiles et les malades seraient abandonnés, et l'émancipation de chacun, qui dépend également des interactions sociales dont il est issu, ne pourrait plus se faire. La redécouverte du Care et son inclusion dans l'écologie politique se veut donc un geste profondément féministe qui entérine la possibilité d'une émancipation des femmes du rôle de pourvoyeuse de soin auxquelles la norme sociale du Genre les assigne aujourd'hui. La redécouverte du tissu social dans lequel se font et défont les individus permet ainsi de penser des projets collectifs de partage du travail et d'intégration de toutes et tous dans le travail de soin de la collectivité et du monde.

Ainsi à travers la relation – et de son corollaire le respect dû à tout être vivant quel qu'il soit, sans discrimination - , c'est une autre forme de société qui se dessine : une société respectueuse et égalitaire où le travail de chacun-e est partagé et dévolu au soin et au profit de la communauté. A travers la redécouverte du soin s'éveille une règle primordiale que nous avons pu oublier : **prendre soin - de manière sincère et altruiste, mû par une véritable empathie - de l'autre, de notre collectivité, des animaux et de la terre est la condition de l'émancipation de tout-e-s.**

A cet égard, l'écologie devient un soutien pour le fragile, un appui pour l'hésitant, un guide pour l'aveugle, une médiation entre un soi délicat et le monde qui s'étend au-delà. Repenser l'individu à partir des rapports sociaux dont il dépend, ce n'est donc pas seulement revaloriser ces interactions, c'est aussi construire un monde délivré de la seule logique marchande, délivré du capitalisme et de son rapport consumériste à l'environnement et à la différence. Positionner l'écologie politique dans la création de nouvelles relations à l'autre **permet de porter cause sociale, cause environnementale et cause animale au sein d'un seul et même horizon émancipateur** : un horizon de communautés, de partage égalitaire et de solidarités, d'ouverture au cosmopolitisme entre humains et non-humains **émancipés et respectés.**

Le chemin des territoires : la pensée est là-bas, l'action également

La modernité s'est construite autour de la valorisation de territoires métropolitains, laissant sur le bas-côté les villes petites et moyennes, ainsi que les territoires ruraux et en **France les territoires ultra-marins**. Sommes-nous en train de vivre la fin des territoires ? Sous la pression du système économique mondial, les politiques territoriales se structurent majoritairement autour d'une seule et même donne : celle de la compétitivité économique et financière. Dans ces logiques de domination de certains territoires sur d'autres, les métropoles ont la côte, elles concentrent à elles seules la plupart des capitaux économiques, culturels et sociaux. De sorte que ce sont des pans entiers de territoires qui sont enserrés dans l'étau de

la subalternité. Les petits villages se vident et les pays occidentaux voient s'effriter en grande partie ce qui devrait pourtant nous rassembler : l'histoire et la diversité des espaces et des structures culturelles, la valorisation de leur singularité propre, la construction de leur autonomie. La focalisation autour de la logique néolibérale amène les territoires à favoriser un mode de vie précis, des emplois précis et un aménagement de l'espace précis. Tout ce qui est inutile, ou soi-disant hostile, à la croissance a tendance à être oublié, abandonné voir combattu. En marge de ce processus d'accroissement irrationnel et infini de la production, surgissent dès lors des personnes, des groupes sociaux, des modes de vie ou des territoires laissés de côté, exclus des grandioses promesses du néolibéralisme et de son ruissellement utopique. Dans les territoires ultra marins, les revendications des peuples autochtones sont exprimées plus urgemment et brutalement. La lutte des classes se double donc d'une lutte des espaces et des modes de vie et de certains peuples pour leur survie. Les métropoles et les ceintures péri-urbaines, relativement favorisées, font face aux villes petites et moyennes et aux espaces ruraux enclavés, parfois désertés, oubliés des politiques publiques.

Pourtant, ces espaces ont une diversité à partager au monde. Ils portent, par la multiplicité des expérimentations qui s'y développe, des solutions à l'écologie de demain. ZAD, rondpoints des Gilets Jaunes, friches, villages d'antan, paysages intemporels, vieilles forêts, les territoires autochtones : l'Etat détruit ce qui, à nous écologistes, doit nous inspirer en termes de démocratie, de gouvernance horizontale, d'architecture, d'écologie pratique et de solidarités.

Renouer avec la diversité des territoires demande, en grande partie, de relocaliser à l'échelle des lieux de vie, la pensée, les échanges, les politiques écologiques et la démocratie. D'abord à un niveau inter-individuel en facilitant la rencontre dans sa diversité : ce sont les jardins partagés, les associations locales de solidarité, les fermes, les tiers lieux, les rondpoints, les espaces collectifs en général. Ensuite, par la construction de politiques de développement locales qui s'inspirent de la spécificité de chaque lieu et de chaque territoire. Par la transformation des normes à travers de nouvelles politiques d'inclusion qui finiront de construire un espace réconcilié, en donnant des droits, non plus à la culture d'un côté, et à la biodiversité de l'autre, mais bien à des espaces de vie, à des relations et à ce qui peut nous unir par-delà les différences.

Aucune plateforme politique actuelle ne place les territoires comme matrice de sa pensée et de son action. **Or, les territoires, nous en avons la conviction, ont la capacité de fédérer dans la différence et de réinventer un habité inclusif. Ils sont également des espaces de gouvernance à l'échelle desquels humains et non humains peuvent devenir des mêmes extensions.** En redonnant à chaque personne, dans chaque territoire, légitimité et honneur pour porter l'écologie, nous serons en mesure de valoriser et d'agir pour les espaces de vie que nous aimons, et de dépasser l'anthropocentrisme dans les arbitrages politiques.

S'organiser autrement face aux transformations du monde : repenser la communauté de vie et développer la démocratie autrement.

En conséquence, placer les territoires au cœur d'une action politique, c'est rénover concrètement la démocratie. La revalorisation des localités passe nécessairement par une réappropriation de son espace, une reconfiguration de son pouvoir d'habiter qui n'est possible que si la démocratie se transforme pour s'ancrer pleinement dans les territoires grâce à un municipalisme libertaire. Car le système économique n'abandonne pas simplement les territoires. La démocratie représentative lointaine et centralisée dépossède également les personnes de leur pouvoir d'agir. En construisant des outils locaux qui donnent la possibilité à chacun de s'approprier les espaces et de participer aux instances décisionnelles, **une démocratie permanente s'invente** permettant à l'échelle de l'habité territorial, une

démocratie qui fonctionne partout et en tout temps, une démocratie qui ne laisse ni personne ni aucun territoire à côté. La démocratie permanente est une démocratie inclusive par essence, soucieuse de dépasser tous les rapports de domination qui gangrènent nos sociétés afin d'offrir à chacun un levier d'émancipation collective et personnelle.

Travailler à décliner une démocratie permanente permet d'accompagner les différentes initiatives citoyennes tout en rendant la politique à ceux et celles à qui elle appartient. Elle fait le pari constant de la co-construction des politiques publiques, de la réinvention de la proximité, et encourage les conditions de l'expérimentation et de l'innovation démocratique. Elle fait le pari de la relocalisation, de l'autonomie des territoires, de la revalorisation des projets collectifs autour d'une forme de communauté de destin participative, locale, égalitaire, ouverte sur le monde et les différences. Elle fait le pari de la réappropriation de soi et de son espace grâce à la construction de lieu de vie débarrasser des préoccupations du capitalisme et tout entièrement dédié à la collectivité, à l'émancipation égale de toutes et tous. Elle promeut une écologie territoriale ancrée dans le quotidien, une écologie populaire inspirée par les méthodes de l'éducation populaire, qui s'incarne dans des modes de vies apaisés et des politiques renouvelées.

Alors que l'écologie politique porte en elle la capacité à réformer profondément le lien à soi-même et le lien à l'autre (humains comme non humains), le lien à l'économie marchande et aux systèmes politiques, la mise en place de nouveaux espaces de délibération permet de rendre effective et collective ces rapports de transformation. **La démocratie permanente est une voie fédératrice pour penser ensemble, dans les diversités et les différences, les collectifs et les collectivités qui feront le monde de demain.**

Un nouveau lexique pour une écologie du sensible :

L'écologie est une science, l'écologie est une politique, mais l'écologie est aussi une esthétique. Elle fait appel aux sensations, aux ressentis et aux émotions. Les sons, les odeurs, le toucher, le goût, les sentiments de bonheur et de partage, mais aussi parfois, la violence et la défiance, structurent nos façons d'agir et de penser. Nous sommes de celles et ceux qui pensons que la magnificence des montagnes peut influencer l'esprit, que le tournoisement hasardeux du vent sur les plaines peut forger une âme singulière. Appréhender la vie dans ce sens fait naître un sentiment grandiose : celui de se sentir appartenir à la Terre. L'écologie comme esthétique offre des perspectives pour penser une politique des émotions où les mesures du progrès ne seraient plus soumises à la poursuite frénétique du profit mais à une « médiation paysagère » qui développe notre écoute au monde. **En cultivant un lexique poétique, une écologie du sensible offre une voie pour enrichir le plus profond de nos intimités** : une nouvelle plateforme de création et d'imagination qui invite aux rêves, à la sagesse et à la beauté.

Cette écologie demande de réinventer des imaginaires, de laisser une place au beau et à la poésie dans les politiques d'aménagement du territoire. **L'enjeu d'une nouvelle poésie des relations est aussi la constitution d'une société de la diversité, débarrassée de ses formes de discrimination et de domination.** Ainsi, porter une nouvelle poésie de l'écologie dans les pratiques et les discours, permettra par le verbe, les langues, l'art et les mots, de construire une **société émancipatrice pour tou-te-s, inclusive et diverse, solidaire et tolérante.**

Cultiver un nouvel altermondialisme : construire une écologie décoloniale

Antilles, Guyane, Polynésie, mais aussi tous les anciens territoires coloniaux d'Afrique et d'Asie, sont encore aujourd'hui prisonniers des velléités impérialistes venant des pays occidentaux et de leurs entreprises financiarisées. Sous couverts de politiques de développement, nous perpétons les affres du colonialisme en aspirant les richesses, en accaparant des terres ou en exploitant et méprisant les populations locales. Des mines du Congo que nos multinationales alimentent, à l'exploitation intensive du cacao en Côte-d'Ivoire ; du scandale du chlordécone aux Antilles à la montagne d'or en Guyane ; sans parler des interventions de l'armée française en Afrique limitant l'émergence d'une réelle citoyenneté locale... tout concourt à dévoiler chaque jour que le colonialisme n'est pas mort. S'il prend les contours subtils de la croissance et du développement, sa prétendue bénévolence est flagrante aux yeux de celles et ceux qui continuent de subir les violences de l'exploitation. **Pour renouer avec la diversité des peuples, nous devons internationaliser notre discours, nous devons porter une écologie décoloniale et réconciliatrice.**

Une écologie décoloniale est une voie politique qui permet de penser la préservation de la diversité que représentent les anciennes colonies tout en remettant les inégalités et injustices héritées du système colonial. Elle cherche à défendre un nouvel altermondialisme, à reconstruire des communautés de vie localisée et à penser la solidarité internationale, respectueuse des autonomies et des droits de chaque peuple.

En conséquence, notre écologie est planétaire. Elle décentre les discours et les regards du spectre limité de l'Etat-nation, elle pense la terre et rencontre le monde. Elle prend acte de la futilité des frontières nationales face aux enjeux contemporains : le dérèglement climatique, l'effondrement, le capitalisme mondial et volatile, les migrations, les communs et le partage des richesses... Ces problématiques globales jettent l'humanité dans un monde où elle doit réinventer une solidarité internationale active.

L'écologie décoloniale et réconciliatrice doit donner des clés conceptuelles et politiques pour permettre à chacun-e de vivre de manière libre, solidaire et belle dans un territoire choisi. Elle doit permettre également aux peuples de dialoguer, d'apprendre de leurs différences et d'en faire un vœu commun : **celui de signer à tous les niveaux un Pacte Fondateur d'une nouvelle et réelle communauté de vie.** Face à l'uniformisation de la planète, l'écologie politique doit absolument renouer avec les couleurs de la terre.

Pour cela, nous proposons de faire résonner et dialoguer toute la pensée du parti, ainsi que ses actions, avec les partis verts et les mouvements de résistance au capitalisme, au colonialisme, aux dominations diverses, du monde entier. Soyons la force qui ouvre au dialogue en Afrique, en Amérique, en Asie, en Océanie et en Europe. Et donnons-nous, avec les acteurs intellectuels, civils et politiques qui s'engagent, la possibilité d'inventer un nouveau cosmopolitisme, un altermondialisme rassembleur, solidaire et fédérateur.

Construisons une plate-forme réellement inclusive

Penser un projet politique par la diversité demande également de la faire vivre par des pratiques renouvelées en interne. Face à la contrainte des échéances électorales et des trajectoires de carrières, nous laissons trop souvent sur le bas-côté des processus de dialogues pacifiés et constructifs qui permettraient pourtant de fédérer davantage. Nous avons également oublié d'être un mouvement pluriel et radical (au sens de prendre les maux de la société par leurs racines) issu de luttes, d'archipels citoyens. Nous avons oublié d'être un relai des mouvements d'émancipation et de libération.

Nous avons également une dette particulière vis-à-vis de la jeunesse qui devra rembourser. Le mouvement de la génération climat, leurs consternations tout comme leurs inquiétudes sur le monde qui vient, nous oblige. Il nous oblige à porter une responsabilité politique pour nos successeurs. Il nous oblige à œuvrer un dialogue entre générations pour trouver les solutions de demain. Il nous oblige enfin, à être efficace et à répondre de manière urgente aux enjeux écologiques d'aujourd'hui et demain.

En redonnant toute leur place à ces différentes instances, en acceptant la nécessité d'une pluralité des luttes et des méthodes d'action et d'engagements, mais aussi en construisant des ponts avec les autres formations politiques portant des projets politiques d'écologie et de solidarité résonnant avec le nôtre, nous pouvons recréer un horizon commun et participer à la convergence des forces d'émancipation et de l'écologie de transformation.

Le projet : faire dialoguer nos diversités

A l'heure où le monde s'uniformise, où les injustices sont courantes et où un effondrement semble possible, nous devons être le mouvement des territoires, de leur diversité et de leur capacité à résister et à entrer en résilience. Pour cela, notre organisation doit procéder elle-même d'une décentralisation assumée. Les territoires sont l'endroit où se nouent l'expérience partagée, où peuvent se vivre, autant par l'esprit que par les corps, les relations qui nous unissent les uns aux autres. C'est par le territoire également qu'on cultive l'ouverture à la différence, à l'étranger et à la nature.

Davantage que de construire un mouvement autour d'un organe national et centralisateur, faisons vivre un cadre collectif interrégional, qui reflète la diversité de nos trajectoires de vies, de nos milieux de vie, de nos pensées et de nos actions. Assumons le régionalisme et le fédéralisme jusqu'au bout. Le bureau exécutif doit être la matérialité de nos diversités et devenir une plateforme favorisant le dialogue et la construction collective entre les militants de nos territoires.

Revisiter notre projet et adapter en conséquence notre organisation à l'aune de l'écologie sociale, territoriale et relationnelle, **est en soi une contribution à la définition d'une nouvelle stratégie**. Les municipales reflètent une véritable opportunité pour favoriser l'émergence de dynamiques citoyennes, écologistes et solidaires dans les territoires. Rassembleuses et inspirantes, elles nous invitent à continuer le chemin de la réinvention. Nous sommes convaincus que favoriser un récit collectif et national, revient à penser la complémentarité et la diversité des récits locaux. EELV est un commun, mais penser le commun revient également à valoriser les différentes identités qui composent ce commun.

Pour réussir cela, nous devons définir un processus collectif à l'image des transformations attendues. Le congrès doit marquer le départ d'un renouveau pluriel et acter un processus profondément participatif. Cela demande d'engager les composantes locales d'EELV. Parce que nous ouvrirons des états généraux pour une écologie radicale et localement pragmatique, nous pourrons au plus près des concitoyens, penser les transformations. Nous proposons donc que soit élaboré un processus explicite de transformation ouvert vers l'extérieur et foncièrement diversifiée. L'écologie de demain nous appartient, elle est un rêve, elle est un soutien pour le fragile, un horizon transformé, une révolution partagée, une méditation entre les diversités qui nous composent et les récits collectifs à travers lesquels nous saurons fédérer.

Il est également important de rester humble et de valoriser d'autres formes d'engagement qui peuvent être toutes aussi influentes que la nôtre : portés par des artistes, des intellectuels, des associations et des initiatives de l'économie sociale et solidaire, l'écologie fait son chemin dans toutes les sphères de la société. **Notre mouvement doit être la caisse de résonance des personnalités de l'écologie et de la résistance (chez nous comme ailleurs), de ses formes d'engagements et de ses différents courants de penser.** Miser sur la complémentarité de nos engagements permettra d'ouvrir un chemin permettant de construire et de gouverner un futur souhaitable, beau et sage.

Premiers signataires :

Damien Deville, Doctorant en géographie et anthropologie de la nature (Paris 14^{ème} et Bobo Dioulasso)

Malika Errajafallah, juriste (Paris 18^{ème}),

Matthieu Ponchel, photographe et réalisateurs, cofondateur de climat social (Paris 14^{ème})

Sophie Handschutter, militante écologiste (Haute-Garonne)

André Rebelo, membre du collectif Résome et cofondateur de climat social (Essonne)

François Dubreuil, cofondateur d'unis pour le Climat (Seine Saint-Denis)

Alexandre Rupnik, Etudiant en histoire (Marseille)

Florentin Letissier, professeur d'économie et adjoint à la mairie du 14^{ème} (Paris 14^{ème})

Eric Mourey, vétérinaire retraité, militant de la cause animale (Nevers - Nièvre)

Bruno Paternot, comédien (Montpellier)

François Lotteu, Médecin généraliste (Rully - Bourgogne)

Martine Petit, militante écologiste et altermondialiste (Quimper – Bretagne)

Yves sauvage, militant écologiste (Bretagne)

Annie Lahmer, conseillère régionale Ile de France (Nogent Sur Marne)

Serge Marolleau, chargé de communication politique (Vaucluse)

Géraldine Boÿer, journaliste et designer graphique, corédactrice en chef du *Bruit des Arbres*, journal de l'écologie politique (Vaucluse)

Sarah Ferrandi (Paris et Istanbul)

Pauline Rapilly-Ferniot (Paris)

Alain Coulombel, professeur et secrétaire national adjoint (Savoie)

Gilles Benard (Paris)

Serge Borvon (Bretagne)

Pierre Stoeber (Les Lilas, Île de France)

Thomas Dupont (Amboise, centre val de Loire)

Charles Fournier, vice-président de la région centre Val de Loire (Blois)

Claire Lejeune, étudiante en philosophie (Essone)

Fiona Mille (Paris)

Adbessalam Kleiche, représentant Europe de la fondation Socotra Biodiversity (Paris)

Alain Fournier (Ile de France)

Annie Collinet (Savoie)

Marie-Pierre Mercier (Languedoc Roussillon)

Lydia Labortrandie, présidente de Tibet 77 (Cesson, Seine et Marne)

Elias Geoffroy (Alforville, Val de Marne)

Raymonde Poncet (Lyon)

Betsabee Haas, artiste lyrique (Centre Val de Loire)
Jeanne Meunier, psychologue et militante associative (PACA)
Didier Claude Rod (Midi-pyrénées).
Hélène Hardy
Danielle Estay (Pays de la Loire)
Michele Rubirola, médecin de santé publique (Marseille)
Claude-Marie Benson, militante écologiste et associative (Trèbes-Occitanie)
Christine Ladret, enseignante et formatrice en innovation pédagogique (Pays de la Loire).
Sebastien Barles (Marseille)
Jacques Soncin, journaliste (Marseille).
Bernard Crozel (Vendée)
Alexis Tiouka, Juriste, spécialiste de la question autochtone (Guyane Française)
Phillippe Karpe, Juriste, Chercheur en droit (Montpellier/Rome)
Dany Neveu (Nouvelle Aquitaine).
Laetitia Sanchez (Normandie)
Leyla Binici (Strasbourg)
Jean-Marc Tagliaferri, retraité, acteur associatif (Paca)
Jean-Charles Valadier (Toulouse, Occitanie),
Elisabeth Matak, (Toulouse),
Christophe Dupin, Professeur d'économie (Tours)